S’approprier le sésame, une culture traditionnellement masculine

Interviews réalisées entre 2010 et 2012 par Bénédicte Fiquet, Adéquations

mardi 1er janvier 2013

Ingénieure agronome, Kady Traoré est conseillère en organisation de l’UGPK (Union des Groupements de Productrices des Produits du Karité), une association créée en 2001 qui soutient aujourd’hui 1268 productrices en intervenant dans sept communes, urbaines et rurales du Burkina Faso. Elle défend la nécessité pour les femmes de diversifier leur culture et décrit les obstacles à cette diversification.

Mots clés : diagnostic, accès à la terre et aux ressources productives, inégalités diversifiées, concurrence maris et femmes

« En dépit de leur implication dans la production du beurre de karité, beaucoup des membres de l’UGPK vivent encore sous le seuil de pauvreté. La production de karité ne les mobilisant que cinq mois de l’année, il est apparu judicieux qu’elles consacrent les mois restant à la production du Sésame. Mais contrairement à la production du beurre de Karité, qui est une activité traditionnellement féminine, la production du sésame est traditionnellement masculine. Pour que les femmes puissent s’approprier le projet, il fallait nécessairement qu’elles en débattent avec les hommes. C’est dans ce contexte que nous avons été amené à intégrer le genre dans notre approche.

Première étape : faire le point entre femmes

Le premier obstacle à surmonter était celui de l’attribution de terre. Traditionnellement les femmes n’ont pas le droit aux terres cultivables. Généralement elles ne disposent que de terres assez dégradées, quasiment infertiles. Or nous cherchons une culture de rentabilité.

En amont, nous avons accompagné les femmes pour qu’elles argumentent elles-mêmes de l’intérêt de se lancer dans cette nouvelle culture et qu’elles décrivent les obstacles qu’elles avaient repérés. Nous les avons invitées à repérer les stéréotypes de genre, notamment ceux liés aux travaux agricoles, en les faisant réfléchir aux évolutions qu’elles avaient déjà pu observer. Leur expérience de productrices de karité leur a été très utile. Qu’est-ce qui était là au début et comment elles ont avancé pour arriver à ça aujourd’hui ? A l’UGPK, nous prônons les échanges entre les femmes de différents âges, des différents groupements, des différentes communes urbaines ou rurales, de différentes ethnies, parce que d’un contexte à l’autre, elles ne sont pas exposées aux mêmes inégalités et que certaines peuvent tirer les autres vers l’avant.

Les femmes qui vivent dans les chefs lieux de canton, par exemple sont en général plus instruites que celles qui vivent dans les villages reculés. Elles ont pu partager avec ces dernières leur savoir professionnel (comme je m’approvisionne, comment je fais un compte d’exploitation etc.). Pour des questions plus directement liées au genre nous avons beaucoup encouragé les échanges entre les Mossi - dont la culture est marquée très fortement par la domination des hommes sur les femmes – et les Mouni qui profitent d’une culture bien plus égalitaire. Chez les Mossi des zones rurales par exemple, on n’envoie pas les filles à l’école, C’est donc bien plus compliqué pour une Mossi de discuter les choix de son mari. Elle risque de se faire jeter de son foyer et de devenir la honte de sa propre famille. Pour chaque Union, nous avons favorisé une composition de bureau mixte, pour que les Mossi puissent se « frotter » un peu aux Mouni et qu’elles se renforcent à leur contact. Nous encourageons aussi les échanges entre les jeunes

filles et les femmes plus âgées, car dans nos cultures, ce n’est pas simple de prendre la parole face aux aînés

Deuxième étape : obtenir l’adhésion des hommes

Ensuite, nous avons organisé des ateliers avec les époux et les hommes influents (personnalités religieuses ou politiques de la commune) pour leur poser ce problème d’accessibilité aux terres. Les femmes ont su montrer que les revenus qu’elles tiraient déjà de leur activité dans le karité profitaient à la famille, qu’elles pouvaient appuyer leur mari dans la scolarisation des enfants par exemple. Les hommes ont fini par accepter de mettre des terres à leur disposition. Mais la terre n’est pas une fin en soin. Car si une activité économique a pour but de générer des revenus, notre mission est avant tout d’améliorer les conditions de vie des femmes. Or les activités économiques des femmes peuvent, tout en générant des revenus, aggraver les inégalités sur le plan de la distribution du travail. C’est le cas quand un homme profite des revenus de sa femme sans travailler davantage pour autant. Pour consolider notre approche genre nous avons fait appel à RFA (Réseau Femmes en Action) avec lequel nous avons suivi une formation de trois jours. C’était très riche. Cette formation nous a poussé à réfléchir aux aspects sociaux de notre projet, pas seulement aux aspects économiques. C’était important de mener cette réflexion avant de s’engager davantage.

La encore, le brassage interculturel a été un avantage. Certains Mossi interdisaient à leurs femmes de participer aux formations animées par un homme mais au vu des bénéfices que les femmes qui y avaient participé en avaient tiré, ils ont fini par ne plus s’y opposer. Dans le cadre des activités de production de beurre de karité, des changements au sein des ménages mouni s’étaient déjà produits. Les hommes ont commencé à mettre la main à la pâte de manière à ce que leurs femmes dégagent du temps pour leur activités économiques. Quand de jeunes mères par exemple étaient obligées de rester plusieurs jours d’affilée sur le lieu de production, les pères leur amenaient les enfants pour la tétée sur place. Ça se faisait discrètement, mais ça se faisait. Les Mossi n’en sont pas encore à se promener avec un nourrisson dans le dos, mais certains acceptent de ramener le bois de chauffe quand leur femme rentre tard du champ. Finalement, les hommes se sensibilisent entre eux.

Outils, savoir-faire et… bonnes terres ?

Après l’accès à la terre, un autre obstacle à surmonter était celui de l’accès aux outils et aux savoir-faire. Le labour et le sarclage des terres se fait généralement par traction animale, or les femmes n’ont pas d’expérience dans ce domaine et elles ont besoin des hommes pour y être formées. Là encore les hommes ont joué le jeu. Une enquête de terrain a confirmé que la grande majorité des époux ou des jeunes garçons de la famille avait labouré les parcelles des femmes en la présence de celles-ci pour qu’elles apprennent progressivement à mener les bœufs. En revanche, aux vues de la première récolte, les femmes ont considéré qu’on ne leur avait pas donné de bonnes terres. C’est vrai que les hommes ne s’étaient pas donnés la peine de défricher de nouvelles parcelles. Ils s’étaient contentés de leur donner un bout des leurs et bien sûr ce n’était pas le meilleur. Comme ça nous paraît difficile d’obtenir qu’ils défrichent de nouvelles partielles, nous réfléchissons à la possibilité d’enrichir les terres des femmes avec du fumier organique qu’elles confectionneraient avec leurs résidus de karité. Mais là encore, il faut avancer avec précaution. Comment s’assurer que les hommes ne récupèrent pas à leur compte des terres devenues particulièrement fertiles ? Former également les hommes à la confection de l’engrais organique peut apparaître comme une solution. Mais, ce n’est pas si simple. D’abord parce que nous n’avons pas le budget pour, mais surtout parce qu’il ne faudrait pas que les hommes deviennent les concurrents de leurs propres femmes… La question reste ouverte ! »

Copyright © Site de l’Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article2295